

# TOUTES ET TOUS CONCERNÉ.E.S LE 22 MAI

La libéralisation et la déréglementation des biens de première nécessité s'accroissent remettant en cause l'ensemble du secteur public. Celui de l'énergie est aussi attaqué avec la fin des tarifs réglementés, la mise en concurrence des concessions hydrauliques, le nouveau plan moyen terme d'Enedis et la suppression de plusieurs milliers d'emplois.

## Pourquoi est-il nécessaire de maintenir des services publics ?

- ▶ Parce que l'eau, le transport, la santé, la sécurité, l'éducation, l'énergie sont des biens et services de première nécessité pour chacun.e d'entre nous.
- ▶ Parce que l'Etat doit garantir la qualité de service et l'égalité de traitement pour tous les citoyens.

Ce ne sont pas la rentabilité et les profits qui caractérisent le service public mais la solidarité et l'égalité de traitement. Pour justifier la libéralisation de ces secteurs, les pouvoirs publics promettent des prix en baisse, ce qui est un mensonge. Depuis l'ouverture à la concurrence, les prix augmentent ainsi que la précarité énergétique. Les grands groupes financiers, qui ne sont pas connus pour leurs vertus philanthropiques, trépignent d'impatience pour s'offrir des proies si faciles.... Alors finalement, y aurait-il beaucoup d'argent à gagner ?

## Impact au quotidien

Dans nos entreprises, les Ingénieur.e.s, Cadres, Technicien.ne.s, Agents de Maîtrise constatent déjà les méfaits de l'ouverture du capital et de la libéralisation avec **l'augmentation des charges de travail, les contingents de NR et les intéressements en cure d'amaigrissement, des réorganisations incessantes créant la désorganisation générale ainsi qu'une perte de sens.**

Le dernier baromètre social « My EDF » en est la démonstration ; la confiance des salarié.e.s dans leur entreprise est passée de 81% à seulement 52 % en trois ans.



**Ce ne sont pas la rentabilité et les profits qui caractérisent le service public mais la solidarité et l'égalité de traitement.**



« **Rendez-vous  
le 22 mai  
2018 dans  
toute la  
France** »

## La financiarisation nous concerne toutes et tous

Selon, l'ONG Oxfam France, la part des bénéfices des entreprises du CAC 40 qui revient aujourd'hui aux salariés est de 5,3%. Celle consacrée aux investissements est de 27,3%. Ce qui signifie que les actionnaires empochent 67,4 % des bénéfices nourrissant ainsi une véritable « spirale des inégalités ». Engie réussit même l'exploit de reverser des dividendes supérieurs à ses bénéfices !

Nous, Ingénieur.e.s, Cadres, Technicien.ne.s, Agents de Maîtrise, avons aussi de bonnes raisons de manifester notre désaccord. **Ce 22 mai, comme les salarié.e.s de la SNCF, ceux d'Air France, de la fonction publique hospitalière, faisons entendre notre mécontentement pour peser sur les choix politiques.**

## La CGT de l'énergie propose :

- ▶ Le bilan de la dérèglementation du secteur de l'énergie pour mettre fin à la libéralisation du marché,
- ▶ La structuration cohérente de chaque filière énergétique,
- ▶ La conception d'un nouveau service public de l'électricité et du gaz pour répondre à l'intérêt général
- ▶ Un statut de l'énergéticien de haut niveau pour tous

---

**L'Ufict CGT appelle les ingénieur.e.s,  
cadres, technicien.ne.s et agents  
de maîtrise à faire de ce 22 mai  
une réussite pour l'amélioration du  
service public et la défense de nos  
entreprises.**

---

